

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1937 - 15 décembre 1994 - 6 F

D 1937 MEXIQUE : INITIATIVE POUR UN NOUVEAU DIALOGUE

La situation politique au Chiapas connaissait un renouveau de tension après les élections générales du 21 août 1994 (cf. DIAL D 1924). L'assassinat politique du secrétaire général du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), le 28 septembre 1994, n'était pas fait pour améliorer les choses. L'élection au poste de gouverneur du Chiapas du candidat du PRI, violemment contestée par l'opposition, ne pouvait qu'accroître la tension (Cf. DIAL D 1899). Le 8 octobre 1994, le Comité clandestin révolutionnaire indien (CCRI) et l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) menaçait de reprendre les hostilités. Le 12 octobre, le Conseil d'Etat des organisations indiennes et paysannes (CEOIC) du Chiapas déclarait l'autonomie des régions pluri-ethniques. Le 13 octobre, Mgr Samuel Ruiz, évêque de San Cristóbal de Las Casas du Chiapas, lançait solennellement une "initiative pour un nouveau dialogue". L'objectif était de reprendre les négociations pour un deuxième tour; le premier s'était soldé le 2 mars 1994 par l'élaboration d'une proposition de paix en 32 points, mais ce protocole avait été massivement rejeté le 10 juin 1994 par une consultation des populations concernées au Chiapas.

Ci-dessous texte de cette initiative de paix .

Note DIAL

INITIATIVE POUR UN NOUVEAU DIALOGUE

Au peuple du Mexique, au gouvernement, à l'EZLN, à toutes les forces et organisations, à tous les mouvements civiques, sociaux et politiques du Chiapas et de notre pays.

1. La gravité de l'heure présente

Le surgissement de l'Armée zapatiste de libération nationale a créé au Chiapas et dans notre pays une situation exceptionnelle. Son irruption sur la scène politique, avec une déclaration de guerre et un programme de portée nationale, a disloqué la structure de normalité du système politique mexicain et a rendu vaines les réponses habituelles du système face à des réalités de conflit intense.

La douloureuse réalité de la guerre - la souffrance en armes au Chiapas - a brutalement cristallisé la conscience des personnes, des groupes, des mouvements et des institutions; elle a projeté sur le devant de la scène leurs exigences et leurs attentes; et cela dans le but de contenir la guerre et de faire pression pour une négociation politique et un dialogue en substitution de l'affrontement militaire. Entre autres facteurs, l'intervention résolue et précieuse de la société civile a permis que les conditions d'une ouverture politique soient créées par delà le langage des armes.

A partir du 1er janvier le temps, dans notre histoire, est devenu plus dense et s'est accéléré. Ce sont des jours et des mois qui valent des années et au long desquels la médiation est allée d'écueil en écueil, au rythme des étapes placées sous le signe d'événements et de faits déterminants. Le rythme et la séquence de ces étapes dépendront évidemment des interprétations et des centres d'intérêt de ceux qui procèdent à la lecture de cette réalité.

Ce qu'il faut retenir aujourd'hui c'est que, depuis le 21 août¹, la situation du pays, en particulier du Chiapas, est devenue plus complexe et de plus en plus grave. Nous constatons avec la plus extrême préoccupation que l'espace politique régional est en phase d'amplification, alors que les choix et les accords qui devraient permettre de trouver au plan national les moyens propres à faire baisser la tension et à trouver des solutions, sont pour l'heure inexplicablement bloqués. Nous voyons se produire une inquiétante baisse d'intérêt, sur la scène politique nationale, pour les questions brûlantes qui se posent au Chiapas et qui ne sont pas étrangères à ce qui fait le coeur du conflit politico-militaire. L'absence d'une approche commune des faits, propre à détendre le climat de confrontation et à trouver une issue négociée, est l'un des facteurs alarmants de la situation.

Par ailleurs, la situation au Chiapas a atteint un degré brûlant qui semble bien passer le seuil à partir duquel elle devient incontrôlable, mettant de ce fait en danger le cessez-le-feu lui-même. La multiplicité des revendications ou des exigences de protection, la mobilisation au niveau de la résistance civile, les ripostes violentes des forces de police et de sécurité publique, la multiplicité des acteurs ainsi que la décision de l'EZLN de rompre le dialogue avec le gouvernement fédéral exigent la mise en place de nouveaux et plus efficaces espaces de rencontre et de communication si on veut relancer la négociation politique sur une base rationnelle permettant de parvenir à des engagements satisfaisants et viables.

Nécessité d'un nouveau dialogue

Ainsi donc, si on veut trouver une issue politique qui soit en accord avec la base, qui permette d'avancer, qui soit porteuse de conditions ne nous poussant pas à la guerre et qui soit synonyme de changements, il faut absolument un nouveau dialogue.

C'est là le premier pas et la seule possibilité d'écartier le spectre de la guerre: trouver une issue politique avec le concours indispensable des différents acteurs, ce sera le socle solide sur lequel s'échafaudera une véritable solution politique en tant que réponse à tous les problèmes en train de s'amplifier.

Cette véritable solution politique suppose une volonté commune rendant impossibles la lutte armée et la répression comme règlement des contradictions qui résultent d'incroyables situations d'injustice ou de revendications de droits. Cette véritable solution politique appelle donc un certain nombre de changements, mais il faut auparavant jeter les bases d'une issue politique allant dans le sens du changement. Telle est la dynamique du nouveau dialogue qu'une situation aussi délicate exige de nous.

Dans le cadre de ce nouveau dialogue, les délibérations entre le gouvernement et l'EZLN sont indiscutablement de première importance et ont une fonction irremplaçable. Elles ne peuvent cependant pas faire abstraction de la diversité des acteurs des différentes parties concernées. Il importe, dans ce nouveau dialogue, de tenir compte de cette diversité d'intérêts et d'acteurs si l'on veut, à court terme, trouver une issue politique et, à moyen terme, une véritable solution politique qui nous permette de parvenir à une paix dans la justice et la dignité.

2. Les défis actuels pour la médiation

Tous ces éléments mettent en évidence les sérieux défis et conditionnements auxquels la médiation est sujette, dans la situation actuelle qui exige nécessairement une capacité d'initiative plus grande, plus libre, plus imaginative et plus cohérente.

L'idée même, la matière et les moyens de la négociation politico-militaire entre l'EZLN et l'Etat - hier très clairs - passent aujourd'hui par une phase d'ambiguïté dangereuse, en raison précisément du climat conjoncturel de manque de définition de la part du gouvernement après les élections fédérales; en raison des attentes justifiées de la société mexicaine, avide de vérités convaincantes suite aux graves révélations de

¹ Date de l'élection présidentielle qui a vu la victoire d'Ernesto Zedillo, du Parti révolutionnaire institutionnel (NdT).

l'enquête sur l'assassinat de José Francisco Ruíz Massieu² et qui font passer au premier plan la nécessité d'une moralisation politique au niveau des autorités et du service public; et en raison de la toute récente rupture, par l'EZLN, du dialogue avec le gouvernement.

A cela s'ajoutent les premières réactions des forces politiques nationales et de la société civile devant les résultats officiels des élections du 21 août dernier, dont la validation dépend encore des mécanismes légaux de procédure et de recours dont la dernière phase, pour l'élection présidentielle, relève de la nouvelle Chambre des députés.

En résumé, il y a le poids des signes et des faits qui réduit singulièrement les marges de manoeuvre de la médiation telle qu'elle a fonctionné jusqu'à maintenant. Il s'agit, respectivement, des contradictions latentes ou évidentes de la passation des pouvoirs fédéraux et locaux (cette sorte d' "inter-règne"); des déclarations et contre-déclarations face à des mouvements qui s'inscrivent dans la logique militaire et échappent à tout mécanisme de vérification, et qui ont conduit d'abord à la décrétation de l'état d' "alerte rouge", puis à la rupture du dialogue par l'EZLN; et, enfin, d'une suite d'événements relevant apparemment de la délinquance ordinaire ou de provocations destinées, semble-t-il, au déclenchement d'une "guerre sale".

Sous un autre angle, toujours dans le cadre de la multiplicité des acteurs, des milieux sociaux et des plans, la médiation fait l'objet de pressions et de jeux politiques pour en limiter ou en dénaturer l'objectif fondamental. Il est très difficile d'empêcher les effets nocifs d'une telle campagne sur la compréhension entre acteurs, sur le nouveau dialogue et sur la recherche d'une paix dans la justice et la dignité, s'il n'y a pas le concours d'autres acteurs sociaux représentatifs et politiquement influents.

En conclusion, nous constatons que la situation a dangereusement évolué vers la guerre proprement dite. Les deux logiques de la négociation politique et de la confrontation militaire ont atteint un point d'inflexion qu'il faut absolument redresser. Si nous nous contentons de rester spectateurs, nous ne nous acquitterons pas de notre responsabilité devant l'histoire.

Au Chiapas se joue aujourd'hui l'avenir exemplaire de notre pays. Cette partie du Mexique n'est pas un concentré de problèmes à l'écart des grandes perspectives de la problématique nationale, mais bien la région qui pourrait permettre l'ouverture de nouveaux horizons au gouvernement, à la politique et à la nation à laquelle nous aspirons: une nation plus libre, plus participative, moins inégale, moins injuste, plus démocratique.

3. Initiative pour un nouveau dialogue

Compte tenu de ce qui précède, et devant la fragilité du cessez-le-feu actuel, il est pour nous impératif de proposer aux parties, aux différentes forces politiques et à la société civile de notre pays et du Chiapas, cette initiative pour un nouveau dialogue, c'est-à-dire la recherche d'une issue politique, en quatre points étroitement dépendants les uns des autres.

3-1. Conditions du nouveau dialogue

Sur ce point, il doit être particulièrement évident que le langage des faits est essentiel au maintien de la confiance entre les parties. Il faut reconnaître en premier lieu que le climat de confiance s'est particulièrement détérioré au cours des dernières semaines. Nous estimons que, pour restaurer ce climat, compte tenu de la gravité de la situation actuelle et des défis, trois conditions de base doivent être respectées:

a) Le retour de l'armée mexicaine et de l'EZLN sur les positions déterminées lors des conversations de paix avant le 23 mars de cette année³.

b) Le règlement satisfaisant du problème post-électoral au Chiapas, avec la participation de tous les acteurs concernés.

c) La déclaration explicite de volonté de reprise du dialogue de la part de l'EZLN.

² Secrétaire général du PRI, assassiné le 28 septembre 1994 (NdT).

³ Date de l'assassinat du candidat du PRI à l'élection présidentielle, Luis Donaldo Colosio (NdT).

3-2. Agenda pour le nouveau dialogue

Les conditions ci-dessus étant remplies, il serait nécessaire de poursuivre le dialogue et les négociations politiques sur le court terme (I) et sur le moyen terme (II).

- a) Vérification permanente des conditions du dialogue (I).
- b) Nouveau gouvernement au Chiapas (I):
 - b.1. composition;
 - b.2. programme;
 - b.3. relations avec le Congrès local;
 - b.4. relations avec les communes;
 - b.5. relations avec les organisations de la société civile;
 - b.6. actions urgentes.
- c) Problématique actuelle du contexte chiapanèque (I):
 - c.1. la terre, perspectives globales et programme d'action immédiate;
 - c.2. autorités et municipalités mises en question.
- d) Au plan national (Chiapas inclus):
 - d.1. réforme politique (I);
 - d.2. les 32 points (II)⁴.

3.3 Procédures pour le nouveau dialogue

Il faut arrêter des procédures efficaces et, pour cela, exiger une action conjointe propre à faire face à la complexité de la situation, ainsi qu'un changement des mentalités et des comportements jusqu'à présent trop portés à l'exclusion. Voici les critères que nous estimons appropriés pour y parvenir:

- a) aborder conjointement sur tous les plans, national comme régional, les problèmes, les acteurs, les instances et les démarches;
- b) créer des espaces de rencontre et de dialogue entre les instances, les acteurs, les forces politiques, les organisations indiennes et paysannes, et autres milieux de la société civile;
- c) travailler au rapprochement et à la caractérisation des positions et des revendications;
- d) proposer des alternatives et des pistes de solution entre les parties en vue d'accords vérifiables;
- e) maintenir et améliorer la communication entre les parties, les acteurs et les instances, car tous sont conjointement responsables de la recherche d'une paix dans la dignité et la justice;
- f) privilégier la communication entre l'EZLN et le gouvernement de la République par les moyens suivants:
 - f.1. le langage des faits;
 - f.2. les communiqués;
 - f.3. les rencontres directes sur des propositions préalablement élaborées.

3.4. Constitution d'une nouvelle commission nationale de médiation

En dernier lieu, la commission nationale de médiation doit franchir une nouvelle étape. A l'heure où les choses sont si complexes, elle doit renforcer son autorité morale et sa capacité de proposition et d'articulation. Elle doit désentraver les processus socio-politiques pour qu'ils retrouvent toute leur efficacité dans la négociation politique. Elle doit tendre à l'intégration de toutes les parties dans la recherche des changements nécessaires à la création d'un climat de paix véritable.

C'est pourquoi nous estimons utile que ses membres constituent un collège placé sous le signe indiscutable de la transparence, de la confiance et d'une réelle volonté des parties. Cette commission informera le peuple mexicain sur son travail, sur ses résultats et sur ses difficultés. Elle agira en fonction des alternatives qui se présenteront à elle.

⁴ A la fin du 1er tour des négociations entre le gouvernement et l'EZLN, le 2 mars 1994, les 34 points de discussion (cf. DIAL D 1865 et 1899) avaient été ramenés à 32 points pour être soumis à référendum auprès de la population indienne et paysanne du Chiapas. Le protocole de paix avait été rejeté le 10 juin 1994 à 97,89 % des voix, et la non reprise des hostilités à 96,74 % (NdT).

Après avoir recueilli le point de vue et l'opinion de divers groupes, acteurs sociaux et personnes influentes en matière d'opinion publique dans notre pays et au Chiapas, nous proposons que les personnes suivantes fassent partie de la commission nationale de médiation pour cette nouvelle étape:

Concepción Calvillo Vda. de Naba - Juana de García Robles - Juan Bañuelos - Oscar Oliva - Heráclio Zepeda - Pablo González Casanova - Alberto Saékely - Raymundo Sánchez Barraza.

4. Conclusions

Il me revient de parler ici à la première personne

4.1. En ma qualité de médiateur, je lance un appel urgent aux parties pour qu'elles se prononcent sur cette initiative longuement mûrie, dans le seul but de contribuer véritablement à la recherche d'une paix dans la justice et la dignité, d'alléger les souffrances de mon peuple et de diminuer le coût humain d'une éventuelle prolongation de ce drame.

4.2. J'invite de même, et avec insistance, celles et ceux qui ont été proposés comme membres de la commission nationale de médiation pour cette nouvelle étape, à se manifester publiquement sur cette invitation et à soupeser leur décision en ayant présent à l'esprit la gravité de l'heure, l'évolution des événements et l'exigence éthique d'un engagement dans cette tâche délicate, en y apportant le meilleur d'eux-mêmes pour le bien de notre patrie et de nos frères, spécialement les plus pauvres.

4.3. A cette occasion, je redis en toute modestie que, comme pasteur, en communion avec toute l'Eglise, et comme homme de foi, j'ai mis les dons que le Seigneur m'a accordés au service de cette cause de la justice et de la paix.

4.4. Humblement et en attitude de métanoïa, de conversion, je demande pardon à mes frères les plus petits, si je n'ai pas été la hauteur de mes responsabilités dans cette tâche noble et exigeante.

4.5. Je me dois, en la matière, d'adresser la parole à tous les mouvements, groupes et organisations de la société civile pour les encourager à poursuivre leurs précieux efforts dans le sens qui est le leur: donner un visage humain et concret aux revendications de liberté, de justice, d'amour fraternel et de paix.

4.6. Pour finir, je m'adresse à toutes les forces politiques pour leur demander instamment, à la lumière de la situation actuelle, de faire le bilan de leurs démarches et de leurs actions et, par delà les égoïsmes et les ambitions, d'apporter leur soutien à tous les efforts qui sont faits en faveur d'un Mexique plus juste, plus démocratique et plus solidaire.

4.7. Que le Seigneur de l'histoire, le Christ prince de la paix, nourrisse et fortifie notre espérance en ces heures d'épreuve. Et que Marie de Guadalupe, mère de notre identité mexicaine, nous accorde toujours la faveur de sa protection inconditionnelle et affectueuse.

San Cristóbal de Las Casas, Chiapas,
le 13 octobre 1994
Samuel Ruiz García
médiateur

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)